

Haïti: Un bref historique de l'espoir haïtien face au mépris de l'étranger

Au cours des quarante-deux dernières années, le Latin American Mission Program (LAMP) du diocèse de Charlottetown a oeuvré en République Dominicaine (RD) et a maintenu des liens ainsi qu'un souci pour le peuple d'Haïti. De nombreux missionnaires de LAMP ont travaillé directement avec les Haïtiens en RD. Les nombreux jeunes qui ont participé à l'expérience Foi et Justice ont conservé de leur séjour auprès des communautés dominicaines et haïtiennes un souvenir inoubliable.

La majorité du peuple dominicain vit dans une pauvreté extrême. Un indice de l'extrême pauvreté des Haïtiens est que beaucoup d'entre eux ont immigré en République Dominicaine à la recherche d'une meilleure vie. La République Dominicaine se partage les îles d'Española ainsi qu'une histoire marquée par la cruauté coloniale, l'esclavage, les disputes territoriales, l'exploitation étrangère, l'occupation militaire américaine ainsi que la « restructuration économique » aux mains de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

Lorsque Christophe Colomb fit sa « découverte » en 1492, les Européens ont découvert environ 100 000 aborigènes Arawak travailleurs, lesquels étaient très habiles dans la production de nourriture entre autres talents. En moins de 20 ans, cette population aborigène fut éliminée. Les Français furent les principaux colonisateurs d'Haïti. Avec l'œil cupide de la France sur les plantations de sucre, Haïti devint une source de richesse pour les Européens, richesse érigée à même le dos des esclaves. La France a acheté et livré près d'un demi million d'esclaves de l'Afrique occidentale. Dès le début, les esclaves ont vécu dans des conditions incroyablement inhumaines. En 1697, au terme d'une guerre de neuf ans en Europe, Haïti fut formellement cédée à la France, et la République Dominicaine, aux Espagnols. En 1700, Haïti était la possession française la plus précieuse des Amériques.

Vers la fin des années 1700, il y avait 480 000 esclaves africains en Haïti et 60 000 races mélangées (mulâtres et esclaves libérés) tandis que le nombre de propriétaires terriens européens atteignait seulement 20 000. De toute évidence, les Européens ne se sentaient pas menacés d'être en si petite minorité. En 1791, une force révolutionnaire composée principalement d'esclaves menée par l'esclave Toussaint l'Ouverture, s'est soulevée. À l'intérieur de trois ans, « l'armée » de Toussaint a forcé la Convention nationale française à ratifier l'abolition de l'esclavage, faisant d'Haïti le premier pays à abolir l'esclavage.

Le 28 novembre 1803, Haïti est devenue le premier état indépendant d'Amérique latine et la première république noire dans le monde. Une nouvelle constitution fut adoptée, accordant plus de droits et de libertés au peuple.

Le nouveau pays, la République d'Haïti, était forcée de payer des pénalités à la France pour la perte de propriété (par. ex. Les esclaves et la terre) pendant la Révolte, plongeant le pays dans un cycle d'endettement (150 millions de francs en or = 21,7 milliards de dollars aujourd'hui). Bien sûr, ces demandes ont aussi eu un impact sur le développement de la République Dominicaine, étant donné que la partie Est de l'île faisait partie de la République d'Haïti pendant 20 ans. Haïti a payé chaque sou de cette "dette" à la France et ce, sur le dos des paysans et des travailleurs. Les écoles, les hôpitaux et les programmes sociaux furent fermés afin de rembourser la pénalité de la France. Les classes supérieures ne furent pas touchées par ce remboursement à la France. Aujourd'hui, des voies puissantes provenant de la communauté internationale exigent que la France rembourse ce montant à sa valeur actuelle. Cette extraction financière injuste des ressources du pays ont établi un modèle pour beaucoup d'intervenants internationaux futurs qui maintiennent Haïti enchaînée dans un joug moderne.

Haiti aujourd'hui : les chaînes des temps modernes et la volonté des Haïtiens de vivre

À la fin des années 1700, les affaires haïtiennes n'étaient pas le souci des États-Unis. Les USA étaient occupées dans leurs propres affaires politiques, sa propre Déclaration d'Indépendance en 1776 et sa Constitution en 1787. Quelque 16 ans plus tard, en 1803, Haïti devenait le premier état indépendant d'Amérique Latine et la première république noire au monde. Une nouvelle constitution fut adoptée qui donnait au peuple plus de droits et de libertés. Toutefois, de même que la France, les USA craignaient que le mouvement de liberté risque de se répandre. Ils craignaient que la liberté haïtienne ne se répande et les prive de leur "droit" à l'esclavage dans leurs plantations. Par ailleurs, les États-Unis considéraient comme un affront personnel qu'un pays d'esclaves devienne une république moderne. De bien des manières, c'est incroyable que l'existence même d'Haïti soit un préjudice. À chaque moment durant le XXe siècle, les USA n'ont pas semblé résister à l'envie d'avoir une emprise sur ce minuscule pays assiégé.

La prochaine étape ayant marqué la vie des Haïtiens a commencé en 1915 alors qu'Haïti était occupée par les États-Unis, qui affirmaient que le pays devait des sommes considérables aux banques américaines. Pendant l'occupation, les USA pratiquaient le travail forcé contre la population ; les paysans haïtiens étaient forcés, le fusil à la tempe, de construire des chemins de fer, des édifices et d'autres infrastructures pour les compagnies américaines et l'administration néocoloniale. Ceux qui résistaient étaient envoyés dans des camps de concentration et des civils innocents étaient mutilés ou massacrés. Il y eut plusieurs massacres commis par les troupes américaines ; en 1929, les Marines américains ont descendu 264 paysans protestataires à Les Cayes.

En 1934, le retrait physique des troupes américaines n'a pas pour autant éliminé l'influence des USA : l'histoire démontre que les troupes américaines ont appuyé des coups d'états successifs pendant plus de 20 ans jusqu'en 1957, alors que les États-Unis ont mis en place un président haïtien, François Duvalier "Papa Doc". Il était de la classe élevée. Sa brutalité ouverte envers ses concitoyens haïtiens plaisait de toute évidence aux USA. Duvalier, en violation de la constitution, s'auto déclara président à vie et s'accorda 14 ans de pouvoir absolu et cruel ainsi que le droit de nommer son successeur. Son fils, "Baby Doc", ayant le même déficit de moralité et peu civilisé, régna sur Haïti jusqu'en 1986. Tant le père que le fils ont volé sans vergogne des fonds publics incluant 16 millions de dollars au Fonds monétaire international. Baby Doc transforma le pays en un point tournant du trafic de la cocaïne. Il y établit les "Tonton Macoutes", son escouade de la mort, qui ouvertement, battait, torturait et tuait les citoyens. Ces deux dictateurs sont restés au pouvoir au service des Nord-américains.

Après un soulèvement qui renversa Baby Doc, en 1990, un prêtre haïtien, Jean-Bertrand Aristide, fut élu comme défenseur des pauvres. Les États-Unis appuyèrent ouvertement son adversaire (un officiel de la Banque Mondiale), lui donnant des millions de dollars en plus de toutes sortes de bénéfices. Jean-Bertrand Aristide remporta l'élection avec 67 % du vote. Son opposant n'obtenu que 12 % du scrutin.

In 1991, un coup militaire renversa le gouvernement Aristide. L'opposition avait engagé les anciens "Tonton Macoutes", donnant ainsi l'impression que la violence et les tueries de cette année étaient l'oeuvre du gouvernement Aristide. Encore une fois, des milliers d'Haïtiens furent assassinés. Sous la pression internationale, les troupes américaines restaurèrent le gouvernement Aristide en 1994, mais seulement après qu'il eut accepté d'implanter un programme néolibéral. Cette nouvelle mesure se traduisait par la privatisation de l'éducation et de la santé, la protection du secteur corporatif, en réduisant la production alimentaire paysanne. Des éléments d'opposition, tant haïtiens qu'américains,

ont tout mis en oeuvre afin de prouver au peuple qu'Aristide était incapable de garder des promesses. En 1995, les troupes américaines ont quitté Haïti. Plus tard en 2004, un coup d'état subventionné par les États-Unis ont renversé le président Aristide. Les Marines américains furent envoyés, suivi des troupes de l'ONU qui ont occupé Haïti et y demeurent jusqu'à aujourd'hui, avec l'appui de la France et du Canada. In 2006, René Preval fut élu président.

Comme résultat de cette intervention agressive et avec les images produites par les principaux médias, les Haïtiens sont représentés de façon inappropriée. Ceux qui travaillent avec eux dans leurs communautés savent que les Haïtiens ne perdront jamais espoir et qu'ils ne cesseront jamais de chanter, de danser et de s'occuper les uns des autres autant qu'ils le peuvent. Ces amis authentiques indiquent que les Haïtiens sont dotés de tolérance et de la capacité de pardonner. Ils savent que les forces qui ont mené la vie des Haïtiens au fil des années font partie de l'absolue pauvreté que les Haïtiens vivent jour et nuit. Les Vrais amis d'Haïti savent que les Haïtiens trouveront leur chemin et ce sera tant mieux pour Haïti.

La construction d'Haïti : des Haïtiens, pour les Haïtiens et par les Haïtiens

La plus grande tragédie en Haïti n'est pas le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Il y a de nombreuses tragédies historiques qui continuent de maintenir le peuple haïtien dans un état de vulnérabilité. Les interventions internationales irrespectueuses et abusives au cours des siècles ont maintenu Haïti dans un état de pauvreté économique et sociale. Le tremblement de terre a simplement, mais de manière catastrophique, révélé les conséquences humaines de cet état de fait. Atteignant 7,0 sur l'échelle de Richter, le tremblement de terre haïtien a tué plus de 200 000 personnes. En contraste, celui qui a frappé la région de la Baie de Californie en 1989, qui était aussi d'une intensité de 7,0 sur l'échelle de Richter, a seulement fait 63 victimes. Cette différence est attribuable principalement au développement économique et social des Etats-Unis. Les Américains construisent des maisons, édifices et routes plus solides, sont mieux nourris, ont un système de santé et un réseau de Recherche et sauvetage. Comparez tout ça à Haïti qui a été privée de telles occasions.

Dans les heures qui ont suivi le tremblement de terre, tel qu'il est normal, le Canada, les États-Unis et beaucoup d'autres pays ont réagi par le biais d'aide humanitaire d'urgence. Il serait maladroit de conclure dans ces jours et ces semaines, que la vulnérabilité d'Haïti est le résultat historique des politiques et pratiques de ces mêmes pays. Le discours des pays donateurs est qu'il faut maintenant « rebâtir ». La situation d'Haïti est déroutante. Cela présume qu'un semblant d'infrastructure existait avant le 12 janvier 2010. La vérité est que les systèmes d'eau et d'égoût, d'électricité et des routes étaient au mieux délabrés, voire inexistant dans les pires scénarios et ce, dans la majeure partie du pays. Le plus grand besoin d'Haïti à l'heure actuelle n'est certainement pas la construction d'édifices visant à accommoder les hauts fonctionnaires et des bureaucrates.

Une autre vraie tragédie impliquant le futur d'Haïti est que la communauté internationale demeure convaincue de l'incapacité des Haïtiens de participer et de gérer leur propre développement. Même lors des Amis d'Haïti à Montréal, le 25 janvier 2010, peu de place a été réservée aux communautés haïtiennes afin qu'elles se fassent entendre. Le témoignage des Haïtiens eux-mêmes et des vrais amis « sur les lieux » encouragent les habitants du monde à rejeter les images des médias d'Haïtiens impuissants ou participant à des violences. Les médias ont effectivement montré des images de quelques Haïtiens en train de se bousculer afin d'obtenir des denrées humanitaires. Ce que les médias souvent n'ont pas vu étaient plutôt des scènes où des gens à moitié affamés, se sont calmement rangés à part et ont partagé avec leurs amis et voisins les denrées qu'ils venaient de recevoir. Ceux qui connaissent le peuple haïtien les présentent généralement comme une communauté aimante, généreuse, dotée de compassion.

La présence militaire extraordinaire dans ce minuscule pays confirme également la croyance que le peuple haïtien est indiscipliné et incapable d'assumer la responsabilité de sa propre existence. Depuis 2004, Haïti avait déjà été occupée par 9 000 troupes (MINUSTAH). Le Conseil de sécurité a sanctionné la participation militaire comme : « ayant fait en sorte que la situation en Haïti continua de représenter une menace à la paix et la sécurité internationale » En raison de la présence militaire exagérée, il semble inexplicable qu'au moment du tremblement de terre, les États-Unis aient envoyé 20 000 Marines et pris le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince, parmi d'autres aspects de la vie quotidienne. Le gouvernement du Canada a emboîté le pas en envoyant un contingent de 2 000 soldats.

Les organismes sur place tels les organismes faisant la promotion de la santé, indiquent que les Haïtiens sont très capables et qualifiés afin d'organiser leur propre système de santé, d'éducation et de production alimentaire, et que le pays répand ses capacités d'une communauté à l'autre. Les fonds internationaux dans cette période névralgique de construction doivent s'appuyer sur le contrôle de la communauté haïtienne et de sa souveraineté, rendant ainsi hommage à la capacité, à la résistance, à la générosité et créativité du peuple haïtien. Le Dr Paul Farmer de l'organisme Partners in Health/Zanmi

Lasante, après des décennies de travail et de collaboration réussie avec les Haïtiens, suggère que dans le seul domaine de la santé, il y a un besoin de plus de 500 000 travailleurs additionnels en santé. Il en va de même pour le développement de la sécurité alimentaire, les systèmes d'éducation, ainsi que les systèmes d'eau et d'égout, d'électricité, du réseau routier et de la mise sur pied de technologies.

Le monde doit continuer de porter un regard vigilant sur chaque geste qui pourrait nuire à la souveraineté haïtienne. Les Haïtiens veulent et ont la capacité de créer un gouvernement véritablement démocratique ainsi que des institutions au service du peuple.

Pour plus de renseignements : www.canadahaitiaction.ca